



EXPOSITION HISTORIQUE DU BUNDESTAG ALLEMAND

Les partis politiques sous la République de Weimar

Le **Parti populaire national-allemand (DNVP)** représente le camp conservateur et monarchiste, il combat par conséquent le système démocratique et l'ordre international instauré par le traité de Versailles. Il défend les intérêts économiques et sociopolitiques des latifondistes transelbiens et des magnats de l'industrie. Au terme d'une phase initiale de coopération restreinte, le DNVP se radicalise sous l'influence de son président, Alfred Hugenberg, qui accentue le virage antirépublicain et antisémite de son parti. En pactisant avec le NSDAP (« Front de Harzburg »), c'est lui qui ouvre à Adolf Hitler les portes des cercles conservateurs de droite. La coalition gouvernementale formée en janvier 1933 par le DNVP et le NSDAP sous la direction du chancelier Hitler sonne le glas de l'État démocratique multipartite et marque le début de la dictature nationale-socialiste.

Le **Parti démocratique allemand (DDP)** est issu du Parti populaire du Progrès (FVP) et de l'aile gauche des nationaux-libéraux. Sur les fondements de l'ordre démocratique dont il se réclame, il exercera une forte influence sur l'élaboration de la Constitution de Weimar. Implanté dans la bourgeoisie de culture et dans les PME/PMI, le DDP prône la stricte séparation de l'Église et de l'État, la diminution de l'influence de l'État sur l'économie, l'abolition des monopoles économiques et il aspire à un équilibrage des intérêts du capital et du travail. Le DDP est favorable à la création d'une Société des Nations. Dans l'Assemblée nationale de 1919/20, il forme la « coalition de Weimar » avec le SPD et le Centre ; il participera à presque tous les gouvernements du Reich jusqu'en 1932. Sa disposition à des solutions de compromis impopulaires ne sera pas payante pour lui. Après avoir recueilli près d'un cinquième des voix (17,3 %) en 1919, le DDP verra son audience décroître rapidement. Au début des années 30, malgré sa fusion avec l'Ordre jeune-allemand au sein du Parti d'État, ce pourcentage tombera à 1 % environ et fera de lui un groupuscule insignifiant.

Le **Parti populaire allemand (DVP)** est constitué de l'aile droite des nationaux-libéraux et de fractions du Parti populaire du Progrès (FVP). Son attitude vis-à-vis du nouvel État oscille entre indifférence et rejet. En tant que parti de l'industrie lourde, il défend essentiellement les intérêts de la grande bourgeoisie et des PME/PMI. Encore fort imprégné politiquement des schémas mentaux de l'État tutélaire, le DVP préconise la mise en place d'un pouvoir central fort. En politique étrangère, il aspire à une révision du traité de Versailles. Sous la présidence de Gustav Stresemann, il s'accommodera du système démocratique et changera de cap pour s'entendre avec les puissances victorieuses. La montée en puissance, après la mort de Stresemann, de forces antiparlementaires au sein du DVP et le rapprochement avec l'opposition nationale de droite ne pourront pas empêcher son pourcentage en voix de reculer constamment – de 10 % en 1920 lors des élections au Reichstag à 1 % environ dans les années trente.

Le **Centre (Z)** se conçoit comme le défenseur des intérêts politiques de la population catholique. Sous la direction de Matthias Erzberger, il se réclame de l'État constitutionnel et républicain. Au sein de la « coalition de Weimar », il fait cause commune avec le SPD et le DDP pour œuvrer à la mise en place de la démocratie parlementaire. Hormis son engagement pour les droits de l'Église catholique et pour le maintien des *Länder*, le Centre se caractérise par l'hétérogénéité de son programme. Tandis que l'aile gauche est favorable au développement de l'État social et à une politique étrangère d'entente, l'aile droite plaide pour une politique intérieure patriarcale et un État fondé sur des ordres, pour une politique étrangère révisionniste et nationaliste. Le Centre recueillera toujours 15 % des voix environ, verra cinq chanceliers sortir de ses rangs et participera à tous les gouvernements du Reich jusqu'en 1932. En 1930, la nomination de Heinrich Brüning (Centre) à la chancellerie du Reich et à la tête d'un gouvernement minoritaire ne pouvant remplir ses fonctions qu'avec le soutien du président du Reich marquera le passage d'un mode de gouvernement parlementaire à la phase des cabinets présidentiels pseudo-parlementaires.

Le **Parti populaire de Bavière (BVP)** s'est détaché du Centre à la suite d'un conflit à propos de l'attitude à adopter vis-à-vis du système parlementaire. Parti conservateur et clérical établi au niveau régional, son périmètre d'action s'étend au Reich tout entier. Cette formation orientée sur le particularisme est la force politique prédominante en Bavière. Au niveau national, le BVP aspire à des coalitions conservatrices de droite dont le SPD serait exclu. À partir de 1930, il se prononce pour la participation du NSDAP au gouvernement.

Le **Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD)**, faisant fi des violentes controverses internes pendant la période révolutionnaire, s'est toujours engagé pour le maintien de l'ordre étatique. Insistant sur la nécessité de prochai-

nes élections à l'Assemblée nationale qui feront de lui la principale force politique (39,9 %), il entre alors au gouvernement dirigé par Philipp Scheidemann (« coalition de Weimar »). Resté le parti le plus puissant jusqu'en 1932, le SPD a toujours soutenu et défendu la République, bien qu'étant la plupart du temps resté dans l'opposition, quoiqu'il ait été considéré avec scepticisme par l'essentiel du camp conservateur et que sa posture de médiateur l'ait exposé à de nombreuses manifestations d'hostilité, tant de droite que de gauche. Le maintien d'un grand écart entre disposition pragmatique au compromis, responsabilités gouvernementales et programme socialiste a provoqué des déchirures internes et un recul électoral, son pourcentage de voix chutant d'environ 40 % à moins de 20 % lors des élections de 1933. Cela s'explique aussi par le fait que le SPD n'est pas parvenu à étendre sa clientèle au-delà du milieu social-démocrate traditionnel.

Le **Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD)** est issu de l'aile pacifiste du SPD et s'est formé en 1917 sous la présidence de Hugo Haase après une violente controverse sur la posture à adopter face à la guerre. Il organise des grèves de masse contre la pénurie alimentaire et la poursuite de la guerre, ce qui lui vaut des appuis, notamment dans les fractions socialistes de la classe ouvrière qui accusent le MSPD (Parti social-démocrate majoritaire d'Allemagne) de « trahison du socialisme » en raison de sa coopération avec des partis bourgeois. En novembre 1918, les deux formations sont certes convenues de coopérer au sein du Conseil des délégués du peuple, mais à la fin de la même année, l'USPD se retirera du gouvernement provisoire en raison de l'intervention violente du MSPD contre les soulèvements de la gauche révolutionnaire. Après la scission de la ligue Spartakus, ce parti d'orientation marxiste essuie une défaite aux élections de 1919 à l'Assemblée nationale, mais obtient 17,9 % des voix en 1920, devenant ainsi le deuxième groupe parlementaire en importance. Par la suite, l'USPD va s'empêtrer dans des querelles intestines. Fin 1920, son aile gauche rejoint le KPD (Parti communiste d'Allemagne). En 1922, ce qu'il reste de l'USPD se fond dans le MSPD.

Le **Parti communiste d'Allemagne (KPD)** est fondé le 30 décembre 1918 par la ligue Spartakus sous la direction de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. À ses débuts faiblement ancré dans la population, le KPD cherche à ériger une dictature bolchevique fondée sur des conseils et inspirée du modèle soviétique. Il récuse le système parlementaire et ne participe pas à l'élection de l'Assemblée nationale. Au lieu de cela, il tente de recruter des partisans et de combattre la démocratie par des grèves de masse et des actions de protestation. Mais affaibli par des luttes internes de tendances et des scissions, le KPD n'obtient que 2,1 % des voix aux élections de 1920 au Reichstag. Il faudra les quelque 300 000 transfuges de l'aile gauche de l'USPD, fin 1920, pour que le KPD devienne enfin un parti moscotaire de masse, en mesure de fidéliser environ un dixième de l'électorat. La radicalisation enclenchée par la crise économique mondiale propulsera le KPD au troisième rang des forces politiques lors des législatives qui se tiendront à partir de 1930. Au Reichstag, il formera une majorité de blocage antiparlementaire avec le NSDAP. Les campagnes de harcèlement déchaînées par le KPD contre la démocratie et la « domination du capital financier » auront fortement contribué à saborder la démocratie.

Le **Parti ouvrier allemand national-socialiste (NSDAP)** fondé en 1919 est initialement enraciné dans la petite bourgeoisie munichoise déclassée socialement. En 1921, Adolf Hitler prend les leviers d'une présidence de parti assortie d'une plénitude de pouvoirs dictatoriaux. C'est alors surtout que le NSDAP va orchestrer des actions violentes et protestataires à caractère nationaliste et antisémite contre le traité de Versailles et les « capitulards » de Weimar (légende du « coup de poignard dans le dos »). Son objectif est d'accentuer une hostilité, largement ressentie dans les cercles germano-centristes, à l'égard d'un système démocratique dont il s'agit ainsi de saper les fondements. À la suite de l'échec de la tentative de putsch du 9 novembre 1923 (« Marche sur la *Feldherrnhalle* »), après la condamnation de Hitler et son emprisonnement, le NSDAP fait l'objet d'une mesure d'interdiction temporaire. N'ayant obtenu jusqu'en 1930 que des résultats électoraux médiocres (entre 2,6 % et 6,5 %), ce parti d'extrême droite va alors se parer d'une légalité de façade. L'inquiétude et la précarisation sociale de larges catégories de population ouvrent un boulevard à l'agitation antisémite et anticapitaliste des nationaux-socialistes. Les législatives de 1930 se soldent par une déferlante nationale-socialiste (18,3 % des voix). En occupant 102 sièges au Reichstag, le NSDAP, désormais deuxième groupe parlementaire, peut non seulement accentuer son travail de sape du parlementarisme, mais aussi accroître notablement son prestige dans les cercles de la droite conservatrice. Il est perçu comme une énergie nouvelle par un nombre croissant d'anciens partisans des formations conservatrices et libérales, mais aussi par beaucoup de jeunes électeurs et d'abstentionnistes. À travers son idéologie ethno-communautariste et raciste, avec son programme de politique étrangère agressive, le NSDAP promet d'apporter une solution aux problèmes économiques et politiques. En automne 1931, le NSDAP, le DNVP et des unités paramilitaires nationalistes forment le « front de Harzburg » dans le but d'intensifier le combat commun contre la démocratie parlementaire. La politique de déstabilisation suivie par le NSDAP et le KPD conduit à une valse de gouvernements privés de majorité parlementaire et ne pouvant s'appuyer que sur le président du Reich, et par conséquent à des élections à répétition. Finalement, les nationaux-socialistes sont dans une position de force telle que le président du Reich, Paul von Hindenburg, tout en subissant la pression d'influents cercles de la droite conservatrice, ne tiendra aucun compte du recul du NSDAP lors des dernières élections démocratiques au Reichstag. En nommant Hitler à la chancellerie et à la tête d'un gouvernement de coalition formé du NSDAP et du DNVP, il donnera le coup de grâce à une démocratie parlementaire fortement ébranlée.